



Westminster & City News

NUMÉRO 1

Du 1er au 14 janvier 2021

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Malgré la détérioration sanitaire, les indicateurs d'activité ont continué de se redresser en décembre –

L'indice d'activité (PMI) composite de l'institut Markit est passé en territoire d'expansion en décembre à 50,4 contre 49 en novembre, suggérant que l'activité économique a repris rapidement après le confinement de novembre et n'a apparemment pas été affectée par la résurgence de la pandémie en décembre. L'indice d'emploi composite a atteint 47,2, son plus haut niveau depuis le début de la pandémie, en lien avec l'extension du dispositif de chômage partiel jusqu'en avril. Le PMI des services a augmenté à 49,4 en décembre contre 47,6 en novembre, tout comme le PMI manufacturier qui s'est établi à 57,5 en décembre contre 55,6 en novembre. Le secteur manufacturier aura profité des incertitudes autour du Brexit qui ont engendré des comportements de stockage, mais la production devrait diminuer dès janvier, déprimée par les disruptions probables des chaînes logistiques en raison de la résurgence de la pandémie au niveau mondial et du Brexit.

Le sujet des taux d'intérêt négatifs divise les membres du comité de politique monétaire –

Alors que la Banque d'Angleterre a lancé une consultation auprès des banques sur la possibilité de mise en place d'un taux directeur négatif, plusieurs membres du comité de politique monétaire (CPM) ont exprimé cette semaine leur opinion sur le sujet. S. Teneyro s'est [prononcé](#) en faveur de l'adoption de taux négatifs, qui selon elle, pourraient stimuler la croissance et l'inflation. Le gouverneur A. Bailey a pris une position plus prudente en indiquant que le passage du taux directeur en territoire négatif pourrait poser des problèmes de rentabilité pour les banques et déprimer l'octroi de prêts aux entreprises. B. Broadbent a quant à lui [indiqué](#) que l'inflation et le marché du travail avaient mieux résisté qu'anticipé par la Banque d'Angleterre, ce qui réduisait la nécessité d'un nouvel outil d'assouplissement monétaire. Plus généralement, les membres externes du CPM semblent plutôt ouverts à l'introduction de taux négatifs contrairement aux membres internes, majoritaires au sein du CPM.

Les ventes au détail n'ont pas réussi à effacer les pertes du confinement de novembre –

Les ventes au détail ont augmenté de 1,8 % en décembre en glissement annuel selon les données du *British Retail Consortium*, en amélioration par rapport au 0,9 % en novembre, mais bien en dessous de leur croissance de 5,6 % en septembre et 4,9 % en octobre. Cette performance décevante s'explique par la fermeture obligatoire des commerces non-essentiels dans certaines régions, dont Londres, dès le 19 décembre. Au total sur l'année 2020, les ventes au détail se sont établies 0,3 % en dessous de leur niveau de 2019. Les données de Barclaycard confirment cette tendance : les dépenses totales des consommateurs auraient chuté de 2,3 % en décembre, après une baisse de 1,9 % en novembre. Les ventes au détail ne devraient pas rebondir au mois de janvier, ayant également été pénalisées par la mise en place d'un troisième confinement. Selon Springboard, le nombre de clients présents dans les espaces commerciaux auraient diminué de 27,1 % la première semaine du confinement, alors qu'il avait déjà chuté de 23,3 % la semaine précédente.

La croissance des prix immobiliers a ralenti en décembre, signalant la fin de l'embellie du marché –

L'indice des prix immobiliers Halifax a augmenté de 0,2 % en décembre contre +1 % en novembre, sa croissance la plus

lente depuis juin. Les prix immobiliers restaient 6 % au-dessus de leur niveau de décembre 2019, reflétant la forte hausse qu'ils avaient subie en 2020, en raison notamment de la suppression temporaire du droit de timbre (*stamp duty*) sur les achats de moins de 500 000 £, qui avait déclenché une hausse importante de l'activité. Le pic des ventes immobilières semble cependant être passé : l'indice des nouvelles demandes d'achats publié par RICS aurait diminué à +15 en décembre contre +27 en novembre et leur indice des attentes sur la hausse des prix sur les trois prochains mois a chuté à -22 en décembre contre -6 en novembre, son plus bas niveau depuis avril. Selon certains analystes, les prix immobiliers pourraient diminuer de 2 % sur l'année 2021 au Royaume-Uni.

Selon Rishi Sunak et Andrew Bailey, l'économie britannique devrait se détériorer davantage avant de rebondir – Le Chancelier de l'Echiquier et le gouverneur de la Banque d'Angleterre ont tous les deux indiqué cette semaine que la conjoncture économique devrait se détériorer davantage avant que la campagne de vaccination n'améliore les perspectives pour l'emploi et la croissance. R. Sunak a souligné que le vaccin constituait le levier le plus important pour la reprise de l'activité et qu'aucune annonce majeure de politique budgétaire ne serait faite avant le Budget du 3 mars, malgré les demandes répétées de l'industrie britannique pour davantage de mesures d'urgence. Le quotidien *The Sun* a cependant révélé que le gouvernement envisagerait d'introduire un nouveau dispositif de soutien pour les directeurs de sociétés anonymes, qui n'avaient pas pu bénéficier des mesures de soutien en 2020 (soit entre 700 000 et 1 million de travailleurs indépendants). Pour autant, le Chancelier ne souhaiterait pas prolonger les mesures de soutien : l'exonération temporaire de la taxe sur les transactions immobilières (*stamp duty*) devrait bien disparaître fin mars et aucune indication n'a été donnée sur la pérennisation de l'augmentation des allocations sociales mises en place initialement pour une durée d'un an, jusqu'à fin mars. Enfin, face à la prolongation de l'urgence sanitaire et du troisième confinement, le gouvernement devrait retarder tout plan de consolidation budgétaire jusqu'à l'automne selon le [Times](#).

La ministre-fantôme des finances a présenté le nouveau cadre de pensée économique du parti travailliste – Lors de la conférence annuelle d'économie *Mais*, la chancelière de l'Echiquier du cabinet fantôme (*shadow-cabinet*) a indiqué que le parti travailliste allait s'éloigner de la doctrine économique portée par la précédente direction du parti pour se concentrer sur la reprise économique britannique post-Covid. Selon elle, le Royaume-Uni aurait besoin d'une économie plus résiliente ce qui passe par des « politiques économiques, budgétaires et monétaires responsables ». A. Dodds souhaiterait notamment élargir le mandat du *National Audit Office* afin que l'institution présente annuellement devant le Parlement un rapport sur l'efficacité des dépenses du gouvernement. Elle a également laissé entendre qu'elle souhaitait que la politique monétaire joue un rôle moins important dans le futur, car elle serait responsable de l'accroissement des inégalités entre les personnes dont les revenus proviennent de la détention d'actifs financiers et ceux dont les revenus proviennent entièrement de leur salaire.

COMMERCE

La commission 'Trade and Agriculture' réclame des normes rigoureuses pour les produits alimentaires et agroalimentaires importés au Royaume-Uni – Le président de cette commission a en effet déclaré que les négociateurs commerciaux britanniques ne devaient pas concéder des allègements réglementaires en matière de normes à l'importation afin de parvenir à des accords de libre-échange. Présidée par Tim Smith, ancien président de l'agence britannique des normes alimentaires (*Food Standards Agency*), la commission 'Trade and Agriculture' (TAC) avait été initialement créée à l'été 2020 pour une durée de 6 mois, mais sous la pression des fédérations agricoles britanniques, elle sera juridiquement rendue pérenne par la *Trade bill*. Dans sa forme pérenne, la TAC aura pour tâche de conseiller le gouvernement sur l'effet des négociations commerciales sur la santé humaine et animale, le bien-être des animaux et l'environnement.

Au lendemain de la fin de la période de transition, le gouvernement présente ses priorités pour une 'Global Britain' – Lors d'un discours à la chambre des Communes, la ministre britannique au Commerce international, Elizabeth Truss, a souligné l'intention du gouvernement de faire du Royaume-Uni un acteur incontournable du libre-échange, dans « une époque marquée par des pratiques pernicieuses ». La ministre a en ce sens annoncé son intention de « s'attaquer aux pays qui tentent de tricher et de saper la libre entreprise ». La réforme de l'OMC, le déploiement économique du Royaume-Uni dans la région indopacifique, la promotion de règles modernes pour le commerce numérique et de normes élevées en matière d'environnement et de bien-être animal « dans le cadre d'une approche scientifique » figurent au premier plan des priorités commerciales du gouvernement. Sur le plan des négociations en cours et à venir, la ministre a indiqué travailler au renforcement des relations commerciales avec l'Inde, le Brésil et les alliés du Royaume-Uni dans le golfe persique. La création d'un « *emerging markets trade*

scheme » devrait être annoncée cette année, mais la ministre n'a pas toutefois précisé les contours de ce dispositif, qui devrait s'apparenter à un renforcement du système britannique des préférences généralisées.

Le Royaume-Uni compte mettre en place des dispositifs visant à pénaliser commercialement la Chine en raison du traitement des Ouïghours – A la chambre des Communes le 12 janvier dernier, le ministre britannique des affaires étrangères Dominic Raab a déclaré que le gouvernement avait l'intention d'exclure des marchés publics des fournisseurs si des preuves de violations des droits de l'homme dans leurs chaînes d'approvisionnement venaient à être rapportées. De plus, Dominic Raab a ajouté que le gouvernement allait procéder à une révision des mesures de contrôle à l'exportation afin d'empêcher l'expédition depuis le Royaume-Uni de toute marchandise qui pourrait contribuer à des violations du droit international à l'encontre de la minorité Ouïghours par les autorités chinoises dans la province du Xinjiang. Aucune mesure de sanction particulière à l'encontre de dirigeants chinois n'a en revanche été annoncée.

Le ministère du commerce international (DIT) a créé un nouvel outil à destination des entreprises exportatrices – Afin de faciliter et de promouvoir les exportations britanniques de biens et de services, le DIT a lancé le « *Check for barriers to trading and investing abroad* ». Cet outil numérique fournira aux entreprises britanniques des informations sur les barrières commerciales imposées par d'autres pays, et qui pourraient les restreindre dans leurs exportations et leurs investissements. Selon le DIT, ce nouvel outil identifiera également les gisements de croissance à l'international et les opportunités potentielles pour leurs biens ou services.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Un jugement de la Cour suprême fait droit à des demandes d'indemnisation des entreprises affectées par la pandémie – Dans une décision définitive rendue publique le 15 janvier, la Cour a jugé différemment de la *High Court*, estimant que les détenteurs de polices d'assurance couvrant l'interruption d'activité (le litige concerne 370 000 assurés et 6 compagnies d'assurance mais devrait avoir des répercussions sur le reste du marché) étaient en droit d'être indemnisés en raison de la pandémie, dans la mesure notamment où au moins un cas de Covid était constaté dans leur zone géographique au moment des mesures de confinement. Pour mémoire, selon la fédération des assureurs britanniques, le volume estimé des demandes d'indemnisation pour ce motif lors du premier confinement britannique se montait à 900 millions de livres.

Le Chancelier de l'Echiquier évoque la perspective d'un Big bang 2.0 pour le secteur financier britannique post-Brexit – Selon R. Sunak dans une interview au quotidien *City AM*, la priorité est de préserver la compétitivité de la place financière de Londres. Faisant référence aux réformes de libéralisation de la City au milieu des années 1980, le Chancelier s'est dit ouvert à la perspective d'un « Big Bang 2.0 » post-Brexit sans toutefois en préciser le contenu. Devant le Parlement, il a confirmé l'intention du gouvernement de « faire les choses différemment et mieux » pour renforcer la prééminence de Londres dans les services financiers notamment. Plusieurs consultations et réflexions ont été lancées par les autorités britanniques depuis quelques mois, notamment sur le régime de cotation boursière, la régulation des crypto-actifs et des monnaies digitales, ou encore la stratégie fintech du pays. Pour autant, la directrice générale de la *City of London Corporation* a réfuté la pertinence d'un Big bang, insistant au contraire sur l'absence de velléités de dérégulation et de restructuration majeure du cadre réglementaire de la part des acteurs financiers. En revanche, elle a déploré l'absence d'un cadre général d'accès aux marchés dans l'accord de partenariat UE-RU, reflétant selon elle la relégation du secteur financier au second rang des priorités des négociateurs britanniques par rapport à d'autres filières, comme la pêche en dépit d'un poids économique plus faible (7% du PIB britannique vs. 0,1%).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 15 janvier 2021

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-6,3%	-0,5%
PIB en glissement trimestriel		15,5%	0,0%
PIB par habitant		15,4%	-0,2%
Inflation (IPC)		0,6%	1,9%
Evolution de la demande	Investissement	15,1%	0,2%
	Consommation	18,3%	-0,3%
	Dépenses publiques	7,8%	-0,2%
	Exportations (B&S)	5,1%	-0,1%
	Importations (B&S)	13,2%	-0,5%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	18,8%	-0,8%
	Secteur de la construction	41,9%	-0,1%
	Secteur des services	14,2%	-0,6%
Parmi les services	Finance et assurances	2,2%	-0,4%
	Ventes au détail	17,3%	0,6%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,8%	4,1%
Taux d'emploi		75,3%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	28,5	31,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-2,0%	-0,3%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	2,9%	0,3%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-2,5%	0,3%
Taux d'épargne des ménages		29,1%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-10,1%	-3,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	101,2%	84,9%
Investissement public net	-2,3%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-1,7%	-4,3%
Balance des B&S		1,2%	-1,0%
Balance des biens		-3,9%	-6,0%
Balance des services		5,1%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,10	1,13
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.